

Entre la Suisse et l’UE, la décisive année 2026

OPINION

Parler bilatérales III en cette fin d’année se fait à la manière d’une cantate laïque, douce, sans hymne à la joie. Les «oui mais», de plus en plus nombreux, sont cependant insuffisants. La relation Suisse-UE demande beaucoup mieux. Le bilan à ce jour laisse perplexe. D’un côté, des accords réussis, presque du «Swiss made», tout au moins avec un «Swiss finish» vérifiable. Près de 75% des milieux concernés ont répondu positivement et exhaustivement à la consultation du Conseil fédéral, un soutien considérable et réjouissant des cantons et de l’économie aux nouveaux accords (voir le copieux rapport intermédiaire du Conseil fédéral du 5 décembre). De l’autre côté, règne le doute méthodique, grossièrement semé. Les anti-européens invoquent la soumission de la Suisse à des accords exécrés depuis longtemps. 2026 sera dans de pareilles conditions une année charnière et elle fera date. Trois aspects doivent retenir notre attention.

D’abord, l’un des principes sacro-saints de la diplomatie helvétique veut qu’un accord international soit foncièrement équilibré. Les accords soumis à la consultation fédérale répondent sans aucun doute à ce critère. Certes, la Suisse a dû céder sur certains points. En retour, l’UE a été généreuse et ses concessions sont solides. Il y aura évidemment matière à batailler sur les myriades de dispositions inscrites dans la législation suisse de transposition. Ce sera là un exercice nécessaire mais périlleux, tant il est irrésistible et atavique de pousser le bouchon et friser l’incompatibilité des textes suisses avec les accords. Si l’on entend se donner des frissons, mieux vaut les réserver à l’examen du projet d’accord-cadre avec les Etats-Unis, un document qui sent la poudre.



JEAN RUSSOTTO
AVOCAT, BRUXELLES

Qu’on le veuille ou non, la place de la Suisse doit rester du bon côté, celui de l’UE, son partenaire principal

Ensuite, on constate que la détestation de l’UE a gagné du terrain. Et cela s’explique. L’UE est souvent chaotique, c’est indéniable, mais elle n’est pas la seule dans un univers bouleversé et non reconnaissable. Les défis politiques et économiques sont immenses et inquiètent partout. Ainsi découvre-t-on le tableau apocalyptique de l’administration américaine dans sa déclaration de stratégie de sécurité nationale. La partie consacrée à l’Europe est un exemple rarement vu, avec des hyperboles extravagantes et délirantes. Au milieu de ce maelstrom, on retrouve une Suisse efficace, disciplinée, qui, en fin de compte, fonctionne bien – ou tout au moins fonctionnait bien. Où est donc la compatibilité de la Suisse avec l’UE, se demandent ses adversaires? Mieux vaut dès lors prudemment garder ses distances et, progressivement, l’orage

disparaîtra. L’Europe, un havre de paix et de sécurité, ne convainc plus. D’où cette volonté de poursuivre dans cette voie alternative et autonome qui a si bien réussi pour la Suisse. Mais ce n’est là que simplification réductrice et antienne d’un autre âge.

Enfin, en 2026, toutes les cartes devraient être sur la table. Le message du Conseil fédéral, accompagné de la législation d’application, aura été passé au crible du parlement, à partir de mars. Un vote référendaire est ambitieusement prévu pour le premier semestre 2027. Le choix sera réduit à deux solutions: soit approuver un paquet intelligemment ciselé, tel que négocié et précautionneusement traduit en droit suisse; soit rejeter le paquet, jugé inadéquat et contraire à ce qu’on pense être les intérêts du pays.

Ce choix n’est plus une alternative mais devient un dilemme. Opter pour une voie économique indépendante est une vision dépassée qui ne correspond plus aux exigences d’un monde déboussolé. Qu’on le veuille ou non, la place de la Suisse doit rester du bon côté, celui de l’UE, son partenaire principal avec lequel elle partage des valeurs communes démocratiques fondamentales. Il n’y a plus de place pour une voie indépendante ou différente. L’option Espace économique européen (EEE) a été rejetée; les accords de libre-échange, utiles et nécessaires, sont devenus peau de chagrin et insuffisants. Continuer à vivre avec les accords bilatéraux actuels est une dangereuse illusion. La réalité – qui n’est pas nouvelle – est sans ambiguïté: opter pour une relation équitable, solide et pérenne avec l’UE apparaît désormais et plus que jamais comme un pari pascalien revisité, à savoir maximiser les gains de la Suisse et minimiser ses pertes. ■

La SSR et la RTS naviguent dans la tempête sans boussole

OPINION



JACQUES VALLOTTON
ANCIEN JOURNALISTE

Il s’agira peut-être un jour, pas si lointain, de modifier le cahier des charges de l’entreprise

Coup de tonnerre: la SSR supprimera 900 postes pour économiser 270 millions de francs d’ici à 2029. Ce n’est pas une surprise. Car le monde médiatique est traversé de bouleversements majeurs. La SSR réagit pour sa survie. La redevance se réduit: elle s’élevait il y a peu à 400 francs, puis 335 francs et bientôt 300 francs. Il est possible qu’elle descende à 200 francs comme le veut une initiative de l’UDC pour étrangler le service public, qu’elle juge trop envahissant et peut-être trop critique à son égard. Votation prévue le 8 mars.

La SSR – dont fait partie la RTS – n’a déjà plus assez de moyens pour couvrir l’essentiel de ses productions au large éventail généraliste. Et l’heure est venue de sabrer encore dans le vif en réduisant de 16% le personnel. Malgré cette situation, on relève un fait paradoxal: l’inauguration des nouveaux studios de la radio et de la télévision à Ecublens sur le site de l’EPFL et de l’Unil.

Cela permettra de fusionner les équipes de Lausanne et de Genève qui ont souvent cultivé une rivalité ridicule plutôt qu’une solidarité efficiente. Certains affirmeront que cet investissement est injustifiable. Mais la direction a beau jeu d’indiquer que le projet date d’il y a plus de 10 ans. Et qu’il est financé par les ventes de la tour TV à Genève et de la Maison de la radio à Lausanne. Dont acte.

Question fondamentale: les équipes qui profiteront de conditions techniques au top vont-elles aussitôt adapter les programmes en tenant compte d’une RTS amaigrie? Cela n’est pas, semble-t-il, la priorité. On l’a compris en devisant avec la direction. L’important sera d’abord de maîtriser la centralisation des productions en un seul lieu.

Bref, on ne devrait pas assister de sitôt à de grands bouleversements des programmes mais plutôt à quelques ajustements proches de la ligne actuelle. On paraît donc vouloir privilégier des économies linéaires avec le souci d’un certain équilibre entre chaque département.

Cet attentisme est-il raisonnable alors que l’entreprise va affronter le risque d’une restructuration brutale et profonde. La SSR-RTS, tétanisée par un avenir incertain, continue donc de naviguer, au jour le jour, sans véritable boussole.

La radio et la télévision se contentent pour l’instant de peindre le diable sur la muraille, d’évoquer la disparition des rédactions cantonales ou d’émissions phares. On parle, même en cas d’acceptation de l’initiative UDC, de la disparition de centres de production au détriment de l’actuelle décentralisation dans les quatre régions de la Suisse. Menaces

faciles. On aurait préféré savoir ce qu’il adviendrait si l’initiative UDC l’emportait. Et faire l’aveu que le maintien d’une chaîne généraliste au large éventail, qui a accompagné durant leur vie nos grands-parents, devrait probablement être en partie ou totalement abandonnée. Car le service public serait alors amené à faire des choix drastiques en privilégiant des domaines au détriment forcément d’autres.

Va-t-on vers moins de films, de séries, de divertissement, de culture, de sports? Jusqu’à la suppression de certains secteurs? Rien n’est impossible.

A mes yeux, le domaine de l’information m’apparaît prioritaire, intouchable. Il ne devrait souffrir d’aucune réduction pour raison économique à cause de sa nature exclusive, quitte à déséquilibrer d’autres domaines. Il mérite même d’être développé. Car, dans un pays comme la Suisse où les citoyens votent souvent, l’information (actualité, débat, enquête) reste essentielle. C’est d’autant plus important de nos jours que règnent partout des fake news et autres manipulations. Dans ce domaine, la SSR a le rôle majeur de veiller à la crédibilité de l’information et à la garantie d’un traitement indépendant.

La SSR doit rester la référence audiovisuelle, voire numérique, de l’information. La boussole de base pour se situer dans le monde qui nous entoure.

On l’a deviné: la sauvegarde de l’information suscitera probablement des sacrifices dans les autres domaines généralistes traités encore par la SSR. Il s’agira peut-être un jour, pas si lointain, de modifier dans ce sens le cahier des charges de l’entreprise. Reste aujourd’hui un grand flou. On y verra plus clair après la votation du 8 mars. ■

La course à la dominance énergétique est lancée

PIC ÉNERGIE



LAURENT HORVATH
GÉO-ÉCONOMISTE DE L’ÉNERGIE, CHRONIQUEUR

Distanciation entre les Etats-Unis et l’Europe, intransigence russe face à l’Ukraine, pressions chinoises dans la mer de Chine, menaces d’invasion du Venezuela, l’inventaire n’est pas exhaustif. Sur ces terrains d’incertitude, l’industrie militaire aimerait se présenter comme un antidote. Cependant, les mouvements tectoniques actuels de la géostratégie mondiale s’expliquent plus aisément avec une grille de lecture centrée sur l’impératif premier d’accéder au pétrole, aux minerais verts et aux terres rares.

Dans sa nouvelle doctrine explicitée dans sa «Stratégie nationale de sécurité» publiée début décembre, Washington pousse l’Europe «à se tenir debout toute seule». Depuis la Deuxième Guerre mondiale, les Etats-Unis endossaient la position de grand frère bienveillant afin que le Vieux-Continent bénéficie d’assez de pétrole et de méthane, notamment du Moyen-Orient. La Guerre froide permettait ce luxe. Aujourd’hui, l’autonomie demandée à Bruxelles implique que l’Europe ne compte plus sur l’Oncle Sam pour accéder aux hydrocarbures. On s’en doutait, la réalité arrive. Au Moyen-Orient, depuis dix ans, Pékin et l’Asie engloutissent la part dévolue à l’Europe, et la Maison-Blanche voit son influence diminuer. De facto, ses intérêts se recentrent sur la sécurisation de sa propre consommation.

Chine et Etats-Unis entrent ainsi dans un duel final. Pékin a subtilement camouflé ses ambitions derrière les sonorités poétiques de sa «Route de la Soie». L’ingénieux système propose un échange «services contre denrées stratégiques» avec les pays du Sud global. Si la Chine a souvent copié ses concurrents par le passé, aujourd’hui son concept est repris par ses adversaires. Ainsi, la Banque Export Import américaine a reçu du Congrès américain plus de 135 milliards de dollars pour activer le plan de dominance énergétique et stratégique, selon le modèle chinois. Ce montant est à mettre en parallèle avec le démantèlement de l’Agence pour le développement international US-AID et son budget de 100 milliards de dollars. La pauvreté et la misère du monde n’offrent pas la rentabilité et la puissance d’un baril de pétrole... Ainsi, l’Egypte et le Pakistan pourraient ouvrir une brèche avec des investissements américains afin de garantir des livraisons de méthane. Même le français Total Energies pourrait recevoir près de 5 milliards de dollars pour mieux dessiner les contours américains de son projet de gaz liquide au Mozambique. Sans surprise, l’énergie nucléaire est au centre des préoccupations de Trump, notamment dans les projets d’extraction d’uranium, utilisé pour fabriquer du combustible pour les centrales, dont les flux se sont déplacés vers la Chine et la Russie.

La Maison-Blanche a compris qu’elle devait rompre sa dépendance vis-à-vis de Pékin pour ces ressources qui se trouvent au cœur des secteurs de la défense et de la technologie.

Ainsi, l’insistance avec laquelle les faucons de Washington regardent vers le pétrole lourd du Venezuela en dit long. Georges Bush Junior avait trouvé l’excuse des armes de destruction massive pour envahir l’Irak. Aujourd’hui, l’administration américaine entrevoit derrière une guerre contre le narcotrafic, un motif pour remplacer le président Maduro. La garantie de livraisons d’or noir vénézuélien, qui convient parfaitement aux raffineries du Texas, vaut bien une entorse à la bienséance. Cette obsession des grandes puissances pour les ressources stratégiques trouve un écho dans l’annexion des sous-sols du Donbass. Les minerais de fer, de charbon, de lithium ou de potasse qui s’y trouvent résonnent comme une malédiction pour les Ukrainiens, dans cette région qui sert aussi de corridor de protection. Vladimir Poutine pourrait recevoir l’aval du président Trump en échange d’un accès au grenier énergétique russe. Les Américains ne peuvent pas laisser à la Chine l’exclusivité de ces gisements.

Car la capacité de la Chine ou des Etats-Unis à rivaliser dans la course mondiale à la puissance militaire, à l’industrialisation ou à l’intelligence artificielle, dépendra moins de la puissance de calcul, du savoir-faire technologique ou de la précision de leurs armes, que de l’accès à l’énergie nécessaire à leur développement, leur utilisation et leur maintien. ■

SUR NOTRE SITE

Patriarcat et violences sexistes

Le 25 novembre dernier marquait, comme chaque année, un moment de mobilisation nécessaire contre les violences sexistes et sexuelles, écrit notre chroniqueur **Gauthier Ambrus**, pour qui «Mademoiselle Julie», la fameuse pièce de théâtre d’August Strindberg, éclaire toujours sur la persistance de ce mal en dépit des évolutions sociales.

www.letemps.ch/opinions